

Vœux Présidentiels,

Promesse de lendemains toujours pires !

« J'ai raison et point final ! »

Pour ceux qui n'auraient pas entendu les vœux de Nicolas SARKOZY, qu'ils se rassurent car ils n'ont rien raté. Entre poursuite du monologue et brutalité sociale, le locataire de l'Élysée entend maintenir le même cap.

Au cours de sa prestation télévisée, le chef de l'Etat se sera livré à un véritable satisfecit de sa politique économique et sociale, constituant selon lui, la seule solution capable de sauver le pays des affres de la crise.

« J'ai raison et point final ! » Voilà en substance, ce qu'il faut comprendre des propos du Président de la République.

- **J'ai raison de prendre l'argent public pour sauver le système financier**, alimenter la spéculation quitte à détruire plusieurs centaines de milliers d'emplois industriels, augmenter le chômage et aggraver la précarité.
- **J'ai raison d'obliger les Français à travailler plus longtemps pour gagner moins, de fermer le marché du travail aux jeunes générations, de pousser les seniors vers les agences d'emplois**, non pas pour sauver le régime des retraites par répartition mais pour répondre aux injonctions des marchés financiers afin de continuer de leur emprunter de l'argent pour pouvoir leur restituer ensuite.
- **J'ai raison de dire qu'il faut réduire les dépenses publiques pour pouvoir justifier la destruction des services publics et livrer les activités présentant un intérêt lucratif au secteur Privé** avec toutes les conséquences que cela implique.
- **J'ai raison de faire disparaître le code du travail, diminuer le salaire des fonctionnaires, d'exempter d'impôts les plus riches, de m'attaquer à la protection sociale, à tous les droits fondamentaux, aux libertés démocratiques et individuelles... ; J'ai raison parce qu'il s'agit là des exigences portées par mes amis du MEDEF.**

Pour 2011, SARKOZY nous promet d'intensifier ses efforts et de travailler à ce que l'Europe aille dans le même sens que lui, c'est à dire droit dans le mur !

Si nous ne réagissons pas, le même sort nous attend que celui actuellement réservé aux Grecs et aux Irlandais !

Dans la continuité des mobilisations de la fin du deuxième semestre 2010, la CGT FINANCES PUBLIQUES 31 appelle au développement et à la généralisation des luttes sociales pour éviter le pire mais aussi contraindre ce gouvernement et patronat à abdiquer face aux revendications des salarié(e)s du PRIVE et du PUBLIC en revenant en premier lieu sur leur réforme des retraites et en ouvrant de réelles négociations sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et l'avenir du service public et de la protection sociale.